



Pour nous contacter : contacts@npa-dr.org

Lettre n° 335 du 19 mai 2024

Au sommaire :

- **Macron-Attal-Darmanin font donner l'armée face aux travailleurs, aux pauvres, à la jeunesse kanak en lutte contre l'oppression et l'humiliation coloniales** - *Galia Trépère*
- **Contre la guerre, face à la faillite du capitalisme, solidarité entre les travailleurs et les peuples pour les États-Unis socialistes d'Europe** - *Démocratie révolutionnaire*

Macron-Attal-Darmanin font donner l'armée face aux travailleurs, aux pauvres, à la jeunesse kanak en lutte contre l'oppression et l'humiliation coloniales

Ce dimanche, Darmanin a annoncé une vaste opération de gendarmerie en Nouvelle-Calédonie, après l'état d'urgence prononcé mercredi dernier. Macron, Darmanin, Attal déploient leurs forces d'occupation contre la révolte qu'ils ont eux-mêmes même provoquée en faisant passer en force, au mépris des accords conclus avec les indépendantistes en 1998, deux modifications institutionnelles qui désavantagent la population kanak en assurant à la droite colonialiste, réactionnaire, une majorité dans les assemblées régionales.

Près de 3000 policiers et gendarmes ont déjà été déployés, avec des blindés, contre les manifestants et les jeunes insurgés, l'armée est dépêchée dans l'archipel, un pont aérien pour acheminer des renforts a été mis en place. Darmanin, heureux de pouvoir rivaliser avec le Rassemblement national en faisant preuve de « *fermeté* », a assigné à résidence au moins une dizaine de « *responsables radicaux et violents* », des militants qu'il a qualifiés de « *mafieux* » de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), la frange la plus radicale du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), et des « *perquisitions administratives* » immédiates. Des centaines d'interpellations ont déjà eu lieu. Attal s'est vanté d'avoir interdit TikTok et les réseaux sociaux sont censurés. Les médias se déchaînent contre les « *émeutiers* », accusés d'être à l'origine de la violence et présentent les milices de colons armés comme exerçant une « *légitime défense* ». Il y a déjà eu 6 morts, dont trois manifestants dont un tué par un colon comme l'a reconnu le Haut-commissaire de la République de Nouvelle-Calédonie et deux gendarmes dont l'un d'eux a été tué accidentellement par un de ses collègues.

Non à la provocation de Macron, retrait de la loi Macron-Darmanin

La population kanak, les jeunes ont répondu au coup de force du pouvoir colonial, du gouvernement Macron et du bloc réactionnaire à l'Assemblée nationale, qui ont choisi de mettre fin, à 17 000 kilomètres des populations concernées, au processus de décolonisation engagé après les grandes révoltes de 1984-1988, en décidant d'abord le report des élections régionales, en mars dernier, puis en votant le 14 mai une modification du corps électoral qui, sous couvert de démocratie, minore le poids de l'électorat kanak.

Le 13 avril, des manifestations ont rassemblé dans toute l'île 80 000 travailleurs et jeunes, près du tiers de la population totale. Le 5 mai, jour anniversaire du massacre en 1988 de 19 indépendantistes à Ouvéa, des rassemblements se sont tenus devant toutes les gendarmeries du pays, et depuis, des marches, des blocages, ont eu lieu tous les jours, des mines de nickel ont été occupées. Depuis le début de la semaine, des grèves ont éclaté dans les transports aériens et terrestres, dans les ports, dans l'hôtellerie. Les jeunes, réprimés violemment à coups de flash balls, de grenades de désencerclement, d'arrestations et de comparutions immédiates en justice, ont affronté la police, les gendarmes mobiles, se sont insurgés sur toute l'île. Une mutinerie a éclaté à la prison de Camp-Est de Nouméa.

Révolte anticoloniale...

Depuis 1853, la population kanak de la Nouvelle-Calédonie a connu toutes les horreurs de l'esclavage colonial, la répression sanglante des révoltes de 1878 puis 1917, le

code de l'indigénat jusqu'en 1946 qui lui niait tout droit à la citoyenneté et lui imposait travaux forcés, couvre-feu et impôts, la mobilisation forcée et les famines pendant les deux guerres mondiales, les humiliations de l'Exposition coloniale en 1931, le pillage de ses ressources naturelles agricoles et minières -le nickel essentiellement, 20 à 30 % des réserves mondiales- par les grandes fortunes et entreprises françaises, Rotschild et Elf Aquitaine, Eramet.

Le pouvoir colonial a fait de la Nouvelle-Calédonie d'abord une colonie pénitentiaire, un bagne, où ont été envoyés des Communards et des révoltés kabyles après leur défaite en 1871 et dont les forçats ont été les premiers agriculteurs européens sur des terres prises aux kanak par l'État, puis une colonie de peuplement. L'État français y a attiré des métropolitains par des avantages en terme de salaire, de logements, de primes à l'installation, exploitants agricoles, fonctionnaires, aventuriers. Il a favorisé aussi la venue, pour l'exploiter dans les mines et les usines de nickel, d'une main d'œuvre d'origine européenne, asiatique, océanienne, si bien que la population kanak y est devenue minoritaire, un peu moins de 42 % de la population totale lors du recensement de 2019.

Après la révolte insurrectionnelle de 1984 à 1988, qui se termina par le massacre de la grotte d'Ouvéa, le pouvoir colonial dut concéder un statut provisoire qui devait déboucher dix ans plus tard sur un référendum d'autodétermination et il travailla à l'intégration d'un plus grand nombre de dirigeants indépendantistes aux institutions locales. En 1998, sont signés les « accords de Nouméa » qui jettent les bases d'une « *citoyenneté néo-calédonienne* » devant se construire sur les bases d'une « *double légitimité* » et d'un « *destin commun* ». Le terme des 10 ans est repoussé jusqu'en 2014 puis 2018. Lors des référendums qui ont lieu en 2018, puis en 2020, il y a encore une majorité de non mais en diminution. Alors que les indépendantistes demandaient que le troisième référendum ait lieu plus tard, compte tenu de l'épidémie de covid, le gouvernement Macron impose alors qu'il se tienne en décembre 2021. Il est boycotté à l'appel des indépendantistes, le nombre des votants ne dépasse pas 44 % contre plus de 80% au précédent et le Non est ultra majoritaire.

Aussi quand Macron piétine par ses dernières décisions ces accords de Nouméa qui s'étaient déjà révélés être des accords de dupes, la révolte contre ce pouvoir colonial fourbe et arrogant éclate.

... et révolte sociale, contre l'exploitation

La presse a vanté la modernisation du pays durant les deux dernières décennies, loin de la situation à Mayotte qui souffre du manque d'eau potable et du choléra. Mais si une petite minorité de la population kanak peut profiter d'avantages matériels et qu'une partie de la population blanche est pauvre, les voitures de luxe, les belles villas, les établissements de loisirs, les privilèges sont réservés à la population blanche tandis que les taudis, les squats, le chômage, la précarité sont le lot essentiellement des kanak.

Alors que le salaire minimum est moins élevé de 20 % que le SMIC français, la vie en Nouvelle-Calédonie coûte plus cher de 33 % en moyenne, et de 73 % pour les produits alimentaires. La plus grande inégalité règne quant à l'accès aux transports, au logement, aux études, aux postes de responsabilités (seulement 3 avocats kanak sur une centaine, trois enseignants-chercheurs sur une centaine à l'université).

Le Code du Travail français ne s'applique pas en Nouvelle-Calédonie, les patrons parviennent fréquemment à faire condamner des militants syndicalistes ou des travailleurs grévistes.

L'oppression coloniale sert l'exploitation sociale, l'une et l'autre se superposent, se confondent.

Pour le droit à l'autodétermination des kanak, en finir avec l'oppression coloniale et capitaliste

Les travailleurs et la jeunesse ouvrière de Nouvelle-Calédonie sont frappés comme les travailleurs de toute la planète par les maux engendrés par la mondialisation du capital financier, l'exacerbation de la concurrence capitaliste, les conséquences de la spéculation effrénée et de la recherche du profit maximum qui foulent aux pieds les droits des peuples à l'autodétermination et les droits démocratiques.

L'industrie du nickel connaît une crise de débouchés après un emballement de la production lié aux besoins croissants de la fabrication de batteries pour les véhicules électriques. La concurrence nouvelle de l'Indonésie en même temps que la stagnation du marché des voitures électriques a poussé les groupes capitalistes du secteur à envisager la fermeture d'usines. Le chômage et la pauvreté s'accroissent, les protections sociales se réduisent, l'inflation réduit encore le niveau de vie.

Darmanin et autres dénoncent les « *ingérences étrangères* », l'Azerbaïdjan, la Russie, la Chine, saisisant chaque occasion de développer la propagande des puissances occidentales contre les puissances émergentes qui pourraient gêner les vieilles puissances coloniales. Mais, depuis des décennies, c'est l'ingérence coloniale de la France que subissent les kanak et qui perpétue sa domination sur cette île du Pacifique à 17 000 km de Paris.

La révolte des travailleurs et de la jeunesse kanak contre l'arrogance et la violence du pouvoir colonial, contre la répression qu'il exerce et dont il nous menace, est la nôtre, celle des exploités de ce pays par-delà les frontières. Elle participe de notre propre combat contre notre bourgeoisie pour en finir avec ce système, pour le socialisme et la coopération entre les peuples.

Galia Trépère

Contre la guerre, face à la faillite du capitalisme, solidarité entre les travailleurs et les peuples pour les États-Unis socialistes d'Europe

Une grande inquiétude gagne le monde du travail, la jeunesse, les femmes devant la dégradation de la situation sociale et politique ici, en Europe et dans le monde. Le poids des guerres pèse de plus en plus lourd sur l'économie mais aussi sur la politique et la vie sociale depuis le début de la guerre d'Ukraine puis la guerre génocidaire d'Israël contre le peuple palestinien. Sous la houlette des USA, les grandes puissances occidentales dont la France ont engagé une escalade militaire pour défendre leur position dominante dans le monde face à la concurrence des puissances capitalistes émergentes en particulier la Chine. Les budgets militaires explosent au détriment des besoins sociaux, des services publics en particulier de l'éducation et de la santé.

Macron se revendique d'une économie de guerre et prétend au réarmement du pays. Lui et les politiciens qui servent les intérêts des grands groupes capitalistes du CAC 40 veulent nous préparer à une aggravation de leur escalade militaire combinée à une stagnation voire une récession économique, à une généralisation des guerres en Europe même, au Moyen Orient, en Afrique, en Asie.

A l'origine de cette montée du militarisme, il y a la concurrence économique mondialisée, la course à la rentabilité financière, la lutte que se livrent les différents groupes et États capitalistes pour s'approprier toujours plus de richesses produites alors que la course à la croissance, la folie du productivisme sans fin atteint ses limites historiques.

Le capitalisme financiarisé mondialisé a conquis la planète, les immenses progrès technologiques que permet le développement de la science sont incompatibles avec la propriété privée capitaliste comme avec les limites des frontières nationales. Les capitalistes et les États qui les servent ne peuvent satisfaire leur avidité sans limite, leur boulimie de nouveaux profits qu'en accentuant l'exploitation du travail humain, le pillage et la destruction des richesses naturelles.

La régression sociale se combine avec le militarisme et la crise écologique de façon indissociable.

L'inflation, la hausse des prix ne sont qu'un moyen pour les groupes capitalistes de prendre toujours plus dans la poche du monde du travail pour maintenir ou grossir leurs bénéfices.

Il en est de même des attaques contre l'assurance-chômage, les salaires, les retraites et les minima sociaux.

Il en est de même des attaques contre les migrants.

Les travailleurs de la terre, petits producteurs, salariés agricoles payent au prix fort la mainmise de l'agrobusiness et du libéralisme sur l'agriculture.

Les femmes aussi subissent les contre-coups de cette régression sociale, idéologique, morale qui renforce le masculinisme, le patriarcat, terrain des discriminations et violences sexistes.

La dégradation des conditions de travail et de vie s'accompagne d'une décomposition sociale que les classes dirigeantes et leurs politiciens voudraient retourner contre leurs victimes accusées d'en être coupables et responsables.

Du front républicain au front réactionnaire, militariste et xénophobe

C'est bien cette régression sociale, la pression économique, politique et morale de la guerre qui nourrit non seulement la montée de l'extrême droite aux portes du pouvoir mais le consensus réactionnaire qui gagne les politiciens, la bourgeoisie et les couches sociales privilégiées, celles et ceux aussi qui croient l'être et se sentent dépassés devant un avenir incertain ou bouché. Une fraction des classes populaires sans perspectives en subit l'influence pernicieuse.

Macron s'est fait élire président en laissant croire qu'il serait un rempart contre l'extrême droite. Quelle blague ! Le front dit républicain a cédé la place au front réactionnaire, militariste et xénophobe.

Macron, la droite et l'extrême droite jouent des peurs et des inquiétudes, des drames que leur politique engendre quotidiennement pour déployer leur offensive contre les classes populaires, les jeunes, les immigrés et les migrants.

Tout leur est bon pour agiter les peurs, flatter les haines à défaut d'avoir des réponses à leur propre faillite autre que la police, les tribunaux et l'armée.

Ils instrumentalisent la guerre d'Israël pour faire la police des esprits en accusant la dénonciation de la guerre génocidaire, du massacre des Palestiniens, de la politique sioniste, de racisme antisémite, une abjecte calomnie alors que c'est eux qui développent un racisme antimusulman anti arabe, islamophobe.

De façon plus générale, ils cultivent la peur des étrangers, la xénophobie contre les migrants.

Il suffit de dénoncer la guerre d'Israël dont la France est solidaire aux côtés des USA qui financent et arment l'État sioniste pour être accusé « *d'apologie du terrorisme* » et passible des tribunaux.

La violence sociale que génère la société d'exploitation s'accroît et alimente le désarroi en particulier dans les quartiers les plus défavorisés et touche une large fraction de la jeunesse confrontée de plus en plus souvent aux violences policières. La seule réponse du pouvoir est

une politique sécuritaire répressive alors que l'éducation nationale est de plus en plus démunie.

Attal et Bardella tiennent le même discours, osent parler de « *décivilisation* » pour justifier leur appel au « *sursaut d'autorité* » afin de rendre les parents et les jeunes coupables pour les criminaliser, justifier leur politique policière. Une escalade répressive qui vise en fait les classes populaires, la jeunesse dans leur ensemble pour tenter de les plier à un ordre social injuste, inhumain et sans perspective.

Ils concentrent leurs coups sur les plus en difficulté, les chômeurs visés par la nouvelle réforme de l'assurance chômage d'Attal. Et aussi les migrants qui cherchent désespérément une vie meilleure ou fuient la misère, la guerre, la répression politique.

Alors qu'il serait possible d'ouvrir les frontières, de permettre à nos frères et sœurs de classe de travailler et vivre ici où depuis des décennies les classes dominantes ont accumulé des fortunes par le pillage des peuples ex-coloniaux. Ce ne serait même qu'un infime retour des choses. Aveuglés par la défense de leurs privilèges de classe parasitaire, la bourgeoisie et son Etat préfèrent flatter les peurs et les préjugés grâce à des bateleurs démagogues arrivistes sans scrupules.

Ne nous y trompons pas, cette démagogie criminelle vise toutes celles et ceux dont ils exploitent le travail.

A juste titre, la bourgeoisie craint que sa politique de régression sociale, de guerres ne provoque un soulèvement populaire contre un système injuste et criminel, à bout de souffle et sans avenir qui ne pourra se maintenir qu'au prix d'un « *sursaut d'autorité* », c'est-à-dire d'un régime de plus en plus policier, antidémocratique, voire militarisé.

Une seule issue, révolutionner la façon de produire et d'échanger, en finir avec l'économie de marché, construire un nouvel ordre économique socialiste

Dès maintenant et sans attendre, nous avons besoin de défendre nos droits sociaux et démocratiques, nos conditions de travail et de vie, l'avenir de la jeunesse, de lutter contre le racisme et la xénophobie, contre le nationalisme et pour cela de faire vivre la solidarité de classe du monde du travail.

Nous avons besoin de rassembler nos forces, de nous unir en toute indépendance des partis institutionnels, parle-

mentaires qui, tous, postulent à gérer le système. Nous avons besoin de nous organiser dans nos syndicats, associations, comités ou collectifs de lutte, partout où nous le pouvons pour faire entendre notre voix, faire valoir nos intérêts, décider de nos protestations, de nos mobilisations, de nos grèves, construire la convergence de nos luttes.

Pour nos salaires, contre l'inflation et la hausse des prix, contre le chômage et la précarité, en défense des services publics, pour l'égalité entre les sexes et contre les violences sexistes, contre le patriarcat, contre le racisme et la xénophobie, contre la guerre et l'économie de guerre, nous avons besoin de faire vivre la démocratie, de faire de la politique, notre politique pour exercer notre droit de contrôler la marche de la société.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

Non seulement nous n'avons aucune raison d'accepter la dictature d'une minorité parasite mais nous devons l'empêcher de nuire. Et pour cela, conquérir le droit de décider et de diriger la société, pour en finir avec le désordre de la concurrence et du profit, avec la domination de la finance pour mettre en place un nouvel ordre économique et social, rationnel, planifié démocratiquement pour répondre aux besoins de l'ensemble de la société et non aux exigences financières des spéculations d'une minorité.

Le capitalisme aujourd'hui conduit l'humanité dans le mur : crise sociale mondialisée, catastrophe écologique, dictatures, guerres et menace de guerre nucléaire.

Nous avons besoin d'un gouvernement et d'une assemblée révolutionnaires qui nous représentent réellement, placés sous le contrôle de la population, qui œuvrent à la construction d'une autre Europe débarrassée de la dictature du capital, une fédération démocratique des peuples, les États unis socialistes d'Europe, instrument de la lutte pour la paix et la coopération des peuples dans le monde.

Pas un euro, pas une arme, pas un homme pour leurs guerres !

L'ennemi est dans notre propre pays !

Vive la solidarité internationale des travailleurs !

Contre la guerre, le nationalisme et le capitalisme, votez révolutionnaire !

Démocratie révolutionnaire